ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

LIAISON AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1446)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 640

présenté par

M. Nicolas Bonnet, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, M. Roumégas,
Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet,
Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard,
M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy,
Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau,
M. Ruffin, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry, Mme Voynet,
Mme Sebaihi et Mme Sas

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Haut conseil pour le climat remet au Parlement un rapport évaluant l'adéquation entre le projet de l'A69 et les objectifs climatiques de la France.

Il précise en particulier la compatibilité du projet de l'A69 avec :

1° La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui a mis en place la stratégie nationale bas-carbone, laquelle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et fixe des plafonds nationaux d'émissions pour des périodes de cinq ans ;

2° La loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, qui a fixé l'objectif de neutralité carbone en 2050 ;

3° La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

4° La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, qui a fixé l'objectif de zéro artificialisation nette d'ici 2050.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette demande de rapport vise à disposer d'une évaluation indépendante et scientifique, menée par le Haut conseil pour le climat dont le rôle est d'éclairer la décision publique, sur l'adéquation ou l'inadéquation entre le projet de l'A69 et les objectifs climatiques de la France.

Alors que le secteur des transports est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre, la poursuite du projet de l'A69 ne lui permettra pas d'être aligné avec la trajectoire de réduction nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques de la France et les politiques climatiques actuelles, notamment dans la loi "LTECV", la loi "énergie-climat", la LOM et la loi climat et résilience. Ces lois, antérieures au décret approuvant la convention de concession du 20 avril 2022 et à l'autorisation environnementale du 1er mars 2023, ont été prises en compte dans le cadre des procédures d'autorisations du projet de l'A69.